

Contrat d'Etablissement Pluriannuel entre l'Etat et l'Université du Luxembourg 2010 - 2013

Entre l'Etat représenté par le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche d'une part ;

et l'Université du Luxembourg représentée par le Président du Conseil de Gouvernance ainsi que par son Recteur, d'autre part;

vu la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, notamment les articles 43, 44 et 46 (1),a;

vu le plan quadriennal de l'Université du Luxembourg, arrêté par le conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg lors de sa séance du 9 novembre 2009 ;

considérant le rapport d'évaluation externe de l'Université du Luxembourg émis par le comité d'évaluation externe en mars 2009 ;

considérant l'évaluation du contrat d'établissement pluriannuel entre l'Etat et l'Université du Luxembourg pour les années 2006-2009 effectuée par le Conseil de Gouvernance de l'Université du Luxembourg en sa séance du 12 décembre 2009 ;

il est établi le présent contrat d'établissement.

Art.1er. Le présent contrat définit le cadre général pour l'attribution des contributions financières de l'Etat sous forme de dotation globale en vue du financement des activités de l'Université du Luxembourg telles que définies ci-après.

Art.2. Le présent contrat d'établissement pluriannuel est conclu avec effet au 1er janvier 2010 pour une durée de 48 mois. Il cessera ses effets de plein droit le 31 décembre 2013.

Chapitre 1er de la recherche

Art. 3. La politique scientifique de l'Université s'inscrit dans une démarche visant à définir le profil de l'Université autour de priorités liées au rayonnement des unités à forte visibilité. Il sera veillé à un juste équilibre entre les activités de recherche à fort potentiel d'innovation technologique et les sciences humaines. Les priorités scientifiques sont les suivantes :

- la finance moyennant la Luxembourg School of Finance
- la sécurité des systèmes d'information, moyennant notamment le Centre Interdisciplinaire Security, Reliability and Trust
- les sciences de la vie, moyennant notamment le Centre Interdisciplinaire Luxembourg Centre for Systems Biomedicine;
- le droit européen et des affaires;
- l'éducation et l'apprentissage en contexte multilingue et pluriculturel.

Ces priorités scientifiques sont les éléments clés de la lisibilité du potentiel scientifique de l'établissement. Ils constituent le cadre de réflexion en ce qui concerne la politique des emplois, la gestion des ressources humaines et le renforcement progressif des forces scientifiques de l'établissement.

L'Université veillera, en outre, à un renforcement des études luxembourgeoises.

Art. 4. La qualité et l'efficacité de la recherche se définissent par les indicateurs suivants :

- l'intensité de publication dans des revues ou « proceedings » à comité de lecture : 2 publications par année et par enseignant-chercheur en équivalent « recherche ETP »;
- l'intensité de citations : 6 citations (sans autocitations) par année et par enseignant-chercheur en équivalent « recherche ETP »
- le nombre de thèses soutenues : 190;
- le nombre de livres publiés et édités : 90
- le nombre de brevets : 5;
- le nombre de licences : 2
- le nombre de chaires professorales : 6.

L'Université vise l'attribution d'une bourse ERC et l'attribution de 50% des bourses PEARL octroyées par le Fonds national de la Recherche.

Ces mêmes indicateurs sont notamment utilisés pour déterminer la partie du salaire des enseignants chercheurs qui n'est pas fixe.

Art.5. Dans les domaines de recherche qui sont également présents dans les Centres de recherche publics ou établissements publics actifs dans le domaine de la recherche un dispositif de conventions tripartites entre l'Université, le ou les Centres de recherche publics ou le ou les établissements publics actifs dans le domaine de la recherche concernés et le Ministère ayant en charge l'enseignement supérieur veille à une complémentarité des activités ; cette complémentarité trouve son expression, soit dans une complémentarité thématique au sein d'un domaine de recherche, soit dans le type de recherche, soit dans la création de plateformes d'instrumentation scientifique communes, soit la mise en œuvre de projets conjoints de coopération internationale.

Chapitre 2 de l'enseignement

Art. 6. L'Université est pluridisciplinaire, multilingue et elle décline ses enseignements à partir de la recherche et, pour ce qui est des formations professionnelles, de l'adéquation aux profils professionnels auxquels préparent ses formations.

L'Université favorise la mise en place de formations menant au grade de master et au grade de doctorat. Les masters et les doctorats s'appuient sur les axes de recherche de l'Université.

Le taux visé d'étudiants inscrits dans les formations de master et de doctorat est de 37% des étudiants inscrits dans les formations « Bologne ».

Le taux « heures d'enseignement organisées par an/nombre d'étudiants » est fixé à un maximum de 22 heures organisées par étudiant.

Le seuil minimum d'inscriptions semestrielles pour un programme de « bachelor » ou de « master » est de 15 inscriptions en moyenne sur trois ans, sauf pour les trois premières promotions d'un nouveau programme.

Pour les formations dont l'accès est limité par « numerus clausus » l'Université publie, par les moyens appropriés, les critères objectifs et adéquats régissant l'admission aux études.

Art. 7. (1) Les formations retenues sont celles qui sont définies dans le plan quadriennal de l'Université.

(2) L'Université proposera une formation spécifique débouchant sur l'obtention d'un master et incluant une formation spécifique disciplinaire et pédagogique en vue de l'enseignement secondaire. Les étudiants se destinant à l'enseignement de l'allemand, de l'anglais et du français auront été en mobilité dans un pays où la langue à enseigner est langue officielle pendant au moins 4 semestres.

(3) Pour ce qui est du programme spécifique de la formation des enseignants de l'enseignement fondamental, les recommandations émises par les évaluateurs externes seront mises en œuvre et la formation sera revue, et par rapport au profil de l'enseignant élaboré par l'autorité compétente, et par rapport aux besoins des étudiants et des écoles en conciliant théorie et pratique. Le programme comprendra une formation en matière d'égalité des hommes et des femmes.

(4) A la demande du Gouvernement, outre ces formations, l'Université étudiera la possible mise en place d'un dispositif de formations pour la médecine et certaines professions de santé.

Art.8. Les formations répondent au critère de l'employabilité. L'Université met en place un système lui permettant d'avoir une connaissance précise des emplois de ses diplômés, notamment par la mise en place de consultations avec les employeurs potentiels.

Art.9. (1) La mise en œuvre des crédits ECTS (European Credit Transfer System) est effective avec un volume visé de 6500 crédits au plus. Avec chaque diplôme, l'Université délivre le supplément au diplôme.

(2) Les programmes de formation sont définis en termes d'objectifs d'apprentissage (learning outcomes) convergents avec ceux du cadre européen de qualifications.

Art. 10. L'offre de formation vise également la mise en place de diplômes conjoints délivrés notamment dans le cadre de réseaux de coopération interuniversitaire.

Chapitre 3 des principes fondamentaux suivant l'article 3 de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg

Art. 11. L'Université élabore, pendant la période du présent contrat, une stratégie d'interdisciplinarité tant dans la recherche que dans l'enseignement.

Art. 12. L'Université établit une liste des pays et des institutions prioritaires pour le recrutement des étudiants ainsi que les modalités qui s'ensuivent.

Art. 13. Concernant les priorités de l'article 3 l'Université met en œuvre des projets de recherche avec des partenaires internationaux.

Art. 14. (1) Pour les formations de bachelor, la mobilité des étudiants s'étend sur 30 ECTS au minimum avec en moyenne une reconnaissance de 25 ECTS par étudiant, le grade de bachelor étant délivré par l'Université.

(2) Un taux de 70% de mobilité des étudiants au-delà de la Grande-Région est visé.

(3) L'Université favorise l'accueil d'étudiants étrangers dans le cadre de partenariats. Le taux visé d'étudiants sortants /étudiants rentrants est de 2/1.

Art. 15. Toutes les formations sont au moins bilingues, deux langues parmi les trois suivantes étant choisies : allemand, anglais, français, sauf si la langue et l'objectif du programme déterminent le contenu de la discipline.

Toutefois, dérogation peut être faite pour 50% des formations au niveau de master dont la langue d'instruction est l'anglais.

Les exigences en matière de maîtrise des langues seront définies clairement pour chaque programme.

Art. 16. L'Université généralise le tutorat en définissant les modalités selon lesquelles il est réalisé.

Art.17. L'Université élabore, pour le 31 mars 2011, un concept horizontal pour la mise en œuvre d'une stratégie d'apprentissage-tout-au long de la vie reposant entre autres sur les principes de la validation des acquis et de l'expérience.

Chapitre 4 des effectifs et des moyens

Art.18. (1) Eu égard à l'intérêt de la réalisation des activités visées et en contrepartie des engagements pris par l'Université, l'Etat accorde dans le cadre de la présente convention, et sous réserve du vote par la Chambre des Députés des lois budgétaires relatives aux exercices 2010, 2011, 2012 et 2013 une contribution financière sous forme de dotation globale annuelle qui augmentera annuellement pour atteindre le montant de 119 millions d'euros en 2013.

(2) La masse salariale de l'Université est équivalente à 929,5 postes structurels.

(3) Outre la dotation globale, l'Université vise une croissance de 76% par rapport à l'exercice 2009 du financement externe.

(4) Pour le financement externe de la mission de recherche, l'Université vise un 10% provenant du 7e programme cadre européen.

Art.19. La contribution financière de l'Etat visée à l'article 18 (1) est réservée à l'exécution des activités visées dans le présent contrat et dans le plan quadriennal de l'Université. Sous réserve du versement à l'Université de la contribution financière telle que prévue par le présent contrat, l'Université s'engage à prendre les dispositions adéquates et raisonnables pour l'atteinte des objectifs prévus en développant un plan d'action approprié.

Le versement des contributions de l'Etat à l'Université, tel que prévu par le présent contrat, peut être suspendu pour l'avenir au cas où l'un des rapports visés à l'article 20(1) ci-dessous n'a pas été fourni après l'écoulement d'un délai de trois mois après une mise en demeure du ministère, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Chapitre 5 de l'évaluation

Art.20. (1) Un rapport sur l'exécution par l'Université du présent contrat d'établissement est adressé annuellement pour le 31 mars de l'année suivant l'exercice visé au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

(2) Pour le 1er décembre 2013, l'Université remettra au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche un rapport sur l'exécution du présent contrat au regard des objectifs poursuivis.

Art.21. Une évaluation externe des activités de l'Université sera réalisée par le comité d'évaluation externe nommé par arrêté ministériel du 11 septembre 2007.

Cette évaluation comprendra un examen à mi-parcours en 2011 et une évaluation portant sur l'administration, les enseignements, les recherches et les travaux des enseignants chercheurs en 2013.

L'Université s'engage à coopérer et à mettre à disposition toutes les informations nécessaires à l'évaluation.

Art.22. Dans le cadre de l'évaluation externe, l'Université démontrera que des progrès ont été réalisés dans les domaines suivants :

- le conseil de gouvernance a affermi son rôle de direction stratégique de l'Université ;
- l'Université a amélioré sa communication interne et a mis en place des processus de consultation qui permettent la réflexion collective et l'interprétation commune des idées et des problèmes essentiels ;
- l'Université a établi des lignes de conduite pour soutenir les procédures d'assurance de qualité ;
- l'Université mesure la qualité et l'efficacité de recrutements de haut niveau tant dans le corps des professeurs que dans le corps des étudiants diplômés. Un recrutement de scientifiques de haut niveau véritablement international est jugé essentiel pour développer une éclosion intellectuelle endogène ;
- l'Université favorise la participation des étudiants à la vie de l'université.

Chapitre 6 des dispositions finales

Art. 23. L'Université signale sans délai à l'Etat, en lui fournissant toutes précisions utiles, tout événement susceptible de porter préjudice à l'exécution de la présente convention. Les parties fixent d'un commun accord les mesures à prendre.

Art.24. Les dispositions de ce contrat pourront être modifiées d'un commun accord entre les parties, moyennant un avenant écrit à ce contrat.

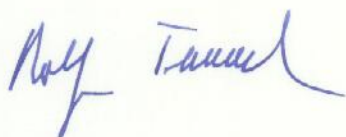
Fait à Luxembourg, le 28 janvier 2010 en autant d'exemplaires que de parties,

Pour l'Université du Luxembourg

Le Président du Conseil de Gouvernance



Le Recteur



Pour l'Etat représenté par le Gouvernement

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

